

Politique industrielle canadienne et système international

par Roy A. Matthews

Ces quelques dernières années, on a insisté de plus en plus, dans le débat politique canadien, sur la nécessité de mettre au point ce qu'il est convenu d'appeler une «stratégie industrielle». Ce que l'on sait moins dans ce pays, c'est que les stratégies ou politiques industrielles nationales en viendront également à constituer un important sujet de discussion au sein d'instances internationales comme l'Organisation de coopération et de développement économiques, où elles ne sont pas envisagées sans quelque inquiétude.

Il semble approprié de s'arrêter cette année à la question du soutien gouvernemental au secteur manufacturier canadien, puisque 1919 coïncide avec le centenaire de la célèbre Politique nationale instaurée par Sir John A. Macdonald. Comme l'année 1979 marque par ailleurs le quarantième anniversaire du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, dont les origines remontent, du moins en partie, à la faillite du système économique international au cours des années trente — et plus particulièrement à l'asphyxie des échanges commerciaux provoquée par un protectionnisme outrancier — le moment semble tout indiqué pour étudier une question plus que jamais vitale, à savoir la relation qui existe entre la recherche de l'expansion industrielle nationale et les exigences des échanges économiques et d'une division efficace du travail dans le contexte mondial.

Le secteur manufacturier

Il va sans dire que la Politique nationale de Macdonald ne constituait aucunement dans sa totalité un plan de développement industriel. Cette ingénieuse construction politique comportait en effet un grand nombre d'éléments étrangers au domaine que nous qualifions aujourd'hui de politique industrielle, notamment des mesures visant à promouvoir la construction d'un chemin de fer, le peuplement des Prairies et l'immigration sur une grande échelle. Il n'en reste pas moins — et c'est probablement là son effet le plus important — qu'elle a contribué à jeter les bases qui devaient permettre l'édification d'un secteur manufacturier largement diversifié au Canada. Il peut être utile d'étudier le rôle joué par la Politique nationale dans l'évolution politico-économique du Canada au

cours des cent dernières années, parce que celle-ci poursuivait un but sous-jacent, (ou une série de buts) qui peut encore être considéré comme pertinent eu égard aux préoccupations qui motivent aujourd'hui notre recherche de stratégies industrielles.

Les buts que visait la Politique nationale — et notamment le système de tarifs d'importation qui constituait un élément de son plan global — sont les objectifs éternels de toute nation à savoir, richesse, force et unité. La création d'un complexe manufacturier allait permettre au Canada de s'enrichir en dirigeant les travailleurs occupés à des activités traditionnelles comme l'agriculture et la pêche vers des secteurs modernes où régnait une atmosphère plus dynamique et plus innovatrice. Elle allait lui permettre de se fortifier — c'est-à-dire d'asseoir son indépendance en tant que nation — en lui donnant le moyen d'employer un grand nombre de travailleurs, autochtones et immigrants, qui seraient rassemblés dans de grandes villes où pourraient être forgés les éléments d'une puissante identité culturelle. Enfin, elle allait permettre au pays de s'unifier en favorisant les échanges interrégionaux de biens finis en provenance des provinces du Centre contre des matières premières de l'Est et de l'Ouest, dans une symbiose intégrative dont tous pourraient bénéficier.

De toute évidence, ces objectifs n'ont pas changé. Mais dans le contexte actuel, il importe surtout de savoir si les exigences de la conjoncture requièrent que les gouvernements fassent un effort analogue pour orienter et favoriser le développement industriel, non seulement en recourant aux mesures classiques de protection des importations mais en mettant en place de nouveaux mécanismes susceptibles de perturber le commerce, les investissements et autres échanges internationaux.

Les objectifs actuels

Étant donné que la population active de tout pays développé est par définition presque entièrement em-

M. Roy A. Matthews est économiste. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.